



VILLE DE SEYSSINS

ARRETE

N° 82 / 2024

Objet : Entreprise LA CIME ELAGAGE – Travaux d'élagages et d'abattages, rue du Parlement, rue de Comboire ,rue des Primevères, avenue de la Poste, rue des Mûriers, chemin de Montrigaud, avenue du Grand Champ, rue des Laboureurs, rue des Chasseurs, rue des Mésanges, rue de Belledonne, rue Joseph Moutin, avenue de Grenoble, rue de la Liberté, rue Raoul Follereau, rue des Allobroges, parking du Prisme, parking du cimetière des Garlettes, parking de la mairie à Seyssins, du 3 juin au 3 juillet 2024.

Je soussigné, Fabrice HUGELE, Maire de la ville de Seyssins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212-2 ainsi que L.2213-1 à L.2213-6,

Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,

Vu le Code de la Route et notamment son article L.411-1, R.417-10, L.325-1 à L.325-15 et R.325-1 à R.325-52,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Considérant la demande reçue le 7 mai 2024 par la société LA CIME ELAGAGE sise 936 rue du Vicaire 38650 SAINT MICHEL LES PORTES, sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux d'élagages et d'abattages à Seyssins,

Attendu la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement, dans l'intérêt de la sécurité publique,

ARRETE

Article 1 : Autorisation

La société LA CIME ELAGAGE est autorisée à réaliser des travaux d'élagages et d'abattages, rue du Parlement, rue de Comboire ,rue des Primevères, avenue de la Poste, rue des Mûriers, chemin de Montrigaud, avenue du Grand Champ, rue des Laboureurs, rue des Chasseurs, rue des Mésanges, rue de Belledonne, rue Joseph Moutin, avenue de Grenoble, rue de la Liberté, rue Raoul Follereau, rue des Allobroges, parking du Prisme, parking du cimetière des Garlettes, parking de la mairie à Seyssins, dans le respect des prescriptions administratives et techniques prévue par le présent arrêté.

Article 2 : Durée

La présente autorisation est consentie pour la période du 3 juin au 3 juillet 2024.

Article 3 : Prescriptions techniques particulières

- a) L'accès aux riverains sera maintenu pendant toute la durée des travaux.
- b) Le stationnement sera interdit tout le long du chantier.
- c) La chaussée sera réduite à une voie selon l'avancement du chantier.

Article 4 : Signalisation

Les signalisations réglementaires conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation (Livre I – 8ème partie) seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise chargée des travaux, sous contrôle des services techniques de la mairie de Seyssins.

L'arrêté sera affiché sur le chantier.

Article 5 : Fourrière

En cas de nécessité de pose de panneaux d'interdiction de stationner, le permissionnaire devra en faire la mise en place 48 heures avant le début des travaux.

Article 6 : Responsabilité

En cas de dégradations résultant des travaux de l'entreprise ou de difficultés constatées vis-à-vis des usagers, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de procéder sans délai à toute remise en état du domaine public ou modification de ses installations.

Article 7 : Publicité

La présente autorisation sera notifiée au permissionnaire et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

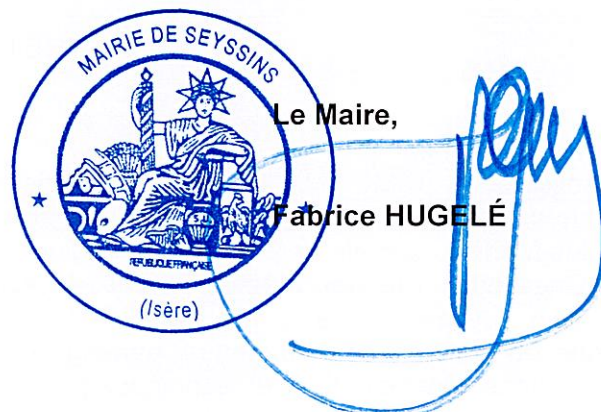
Article 8 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérécourse citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant Le Maire de Seyssins. Cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

Article 9 : Exécution

Le directeur général des services de la commune de Seyssins, les services municipaux, la gendarmerie de Seyssinet-Pariset, la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'entreprise LA CIME ELAGAGE.

En mairie, le 13 mai 2024.



Certifié exécutoire par le Maire.

Compte-tenu de l'affichage le : 14/05/2024